

# Capitalisme contre libéralisme

---

CYCLE D'ECONOMIE 26 MAI 2009

---

## SOMMAIRE

<b>1. QUELQUES BASES</b>	<b>2</b>
1.1. Le Capitalisme	2
1.1.1. Une relation de subordination	2
1.1.2. La titrisation de l'économie	2
1.2. Le Libéralisme	3
<b>2. UNE CONCEPTION DIFFERENTE DU POUVOIR</b>	<b>4</b>
<b>3. LE CAPITALISME INDUSTRIEL</b>	<b>4</b>
<b>4. LE LIBERALISME EN SOMMEIL</b>	<b>5</b>
<b>5. LE LIBERALISME AU SECOURS DU CAPITALISME</b>	<b>6</b>
<b>6. LE NOUVEAU DESORDRE DU MONDE</b>	<b>7</b>
<b>7. DERRIERE LE DECORS</b>	<b>8</b>
7.1. La crise des subprimes	8
7.2. Les paradis fiscaux	8
7.3. Le lobbying	9
<b>8. LA COUVERTURE NEOLIBERALE</b>	<b>9</b>
<b>9. C'EST PAR OU LA SORTIE ?</b>	<b>10</b>

# Capitalisme contre libéralisme

## 1. Quelques bases

*Faisons d'abord la revue des lieux communs, parfois contradictoires, pas forcément faux mais en tout cas réducteurs qui font souvent l'essentiel de la perception courante du système économique et de son évolution : Nous essaierons ensuite d'entrevoir ce qui se cache derrière .*

### 1.1. Le Capitalisme

#### 1.1.1. Une relation de subordination

Le capitalisme se définit par la propriété privée des moyens de production, la liberté des échanges économiques et de la concurrence, la prédominance du capital et de son accumulation. Les salariés, subordonnés à la production, sont sous l'autorité du propriétaire. La démocratie n'existe donc pas dans l'entreprise capitalisme, et le droit social n'y est que le résultat d'un rapport des forces entre dominants et dominés.

Le mobile principal de l'activité économique est la recherche du profit qui trouve sa contrepartie revendiquée par le propriétaire dans le risque pris pour son argent.

Cette activité est autoréglée par le marché dans lequel l'offre procède de la demande elle-même reflétant selon la doctrine les besoins du consommateur.

#### 1.1.2. La titrisation de l'économie

Les structures même du capitalisme ont évolué, et nous avons constaté un phénomène de concentration et une atomisation du droit de propriété dans la généralisation de l'actionnariat. Du même fait, la gestion de l'entreprise est désormais confiée à un gérant non propriétaire ou ne possédant qu'une très faible part des actions.

Le patrimoine n'est plus matérialisé par la propriété de l'entreprise s'il l'a jamais été<sup>1</sup> mais par la possession de titres de créance sur l'entreprise à peu près librement négociables et dont la valeur est évaluée en fonction du retour sur investissement, en concurrence avec d'autres investissements possibles.

Les salariés y ont perdu le lien conflictuel mais direct qui leur permettait d'établir un rapport de forces équilibré entre les intérêts patronaux et salariaux. Le lien de subordination du salarié aux objectifs de l'entreprise n'a pas disparu bien au contraire, mais les objectifs ont changé de

---

<sup>1</sup> En toute rigueur, en effet, l'entreprise n'est qu'une entité économique qui ne possède pas de personnalité juridique propre (voir « le petit alter », dictionnaire altermondialiste aux mille et une nuits). L'entité qui en est responsable est la « société des capitaux » qui en possède le titre de propriété, autrefois liée à un seul propriétaire qui en assurait la conduite, aujourd'hui souvent morcelée en actions négociables sur un marché boursier.

nature : Profit et pouvoir dans l'entreprise ne sont plus des valeurs obligatoirement associées à la possession du titre de propriété. La société elle-même, d'instrument de pouvoir en soi est devenu source de revenus qui ne sont plus systématiquement liée à la production de richesses, un véhicule d'investissements productifs parmi d'autres.

L'entreprise en due propriété, petite et moyenne n'a pas disparue, elle est même encore largement majoritaire dans le paysage économique, mais la réorganisation des marchés a mis la plupart des PME en position de sous-traitance par rapport aux donneurs d'ordre transnationaux. Les PME sous-traitantes sont soumises doublement aux contraintes économiques et sociales découlant des décisions stratégiques des donneurs d'ordre : Elles ne sont plus maîtresses ni de leur plan de charge ni même de leurs prix de vente, étant mises en concurrence les unes avec les autres sur le plan mondial.

L'entreprise publique n'a pas réellement de justification dans ce schéma idéologique, l'état n'y intervient que pour le maintien de l'ordre social et des fonctions régaliennes. Néanmoins, le capitalisme, système pragmatique, s'accommode assez bien un moment de l'existence et de l'intervention de l'état, comme il l'a fait après la dernière guerre, dans un rapport de forces qui lui est défavorable ou dans les périodes de crise quand les fonds publics aident à rééquilibrer un système économique démolé par un excès de liberté sans régulation.

## **1.2. Le Libéralisme**

*Pierre Manent, Philosophe et historien, directeur d'étude en sciences sociales estime que le libéralisme n'est au départ, ni naturel, ni social, ni politique : C'est un concept philosophique soutenant que l'individu (L'être humain générique, pas Pierre Paul ou Jacqueline en particulier) a des droits, ne dépendant ni de sa fonction ni de sa place dans la société, à l'égal de tous les autres.*

*Selon Hayek, le cadre préexistant d'expression de ces droits est le marché, pour lui naturel, qui se forme par l'intervention aléatoire mais libre des désirs des individus.*

Dans cette conception de la société, c'est bien l'individu qui est au centre du dispositif : Le marché n'est plus cet organisme aveugle mais intelligent qui détecte nos besoins et les transforme en un besoin de production générateur de profits aux propriétaires, mais l'expression organisée des désirs individuels. Si le droit de propriété est aussi l'un des droits fondamentaux de l'individu libéral, c'est un droit qui ne s'attache plus seulement aux moyens de production mais un droit en soi, lié à l'individu pour toutes les possessions, matérielles ou intellectuelles qu'il a pu acquérir ou conquérir par son mérite et ses actions.

Dans ce concept, la notion de classe (dominants/dominés) implicite dans l'expression du capitalisme disparaît et chacun dans l'organisation sociale, entreprise comprise, est à la place que son histoire personnelle lui assigne. La liberté de chacun s'arrête à celle de son voisin et la frontière qui les sépare est l'objet de négociation individuelle : Le rapport de forces est devenu individuel.

Dans un système où l'intérêt général n'est au mieux que la juxtaposition des intérêts particuliers, il n'y a pas de place non plus pour le service publics auxquels se substituent le plus souvent le caritatif d'inspiration privée.

## 2. Une conception différente du pouvoir

Sur un certain nombre de points, capitalisme et libéralisme s'opposent ou divergent sur la définition comme dans les intentions : La société s'est pourtant construite successivement puis simultanément autour des deux concepts et nous verrons pourquoi en détail :

Dans la pratique, le capitalisme est **un concept systémique** et opportuniste qui s'adapte plus ou moins aux fluctuations d'un environnement social qu'il exploite mais en même temps qu'il supporte et qui lui imposent parfois des limites sociales.

La nature du pouvoir capitaliste est de domination, de la classe dirigeante à la classe dominée, avec une structure hiérarchisée et pyramidale.

La conception libérale du pouvoir est toute autre :

Reconnaissant l'égalité en droit de chaque individu et son droit à sa liberté propre, elle refuse par contre toute appropriation collective c'est à dire au fond la notion d'intérêt général. Le conflit d'intérêt quasi obligatoire un moment ou l'autre entre deux intérêts particuliers adjacents est évacué dans la responsabilité supposée de chacun des individus concernés et dans la libre négociation des limites de la liberté de chacun. Ainsi est supposé se négocier librement une structure de relations individuelles, puis de groupes, puis d'organisations productives et relationnelles constituant une société que n'encadrent aucunes règles autres que librement consenties.

Suivant l'école de Vienne de Hayek et Rothbard, qui professe l'une des formes les plus radicales de libéralisme (souvent classifié comme « anarcho capitalisme »), la loi, l'impôt et même l'existence de l'état sont délégitimés, le contrat étant la forme ultime de formalisation des relations entre individus ou groupes.

Dans ce contexte, le rapport de forces est devenu individuel avec comme double conséquence que le pouvoir est matérialisé par la loi du plus fort, individu ou groupe lié par un intérêt commun, et qu'à un moment ou un autre chacun est en concurrence avec tous les autres.

Finalement, on pourrait dire que le « capitalisme à papa » est une philosophie d'un ordre établi, ou chacun est à sa place, fut-elle profondément injuste, alors que le néolibéralisme dans sa forme la plus brutale est la théorie du chaos, un chaos où chaque particule bousculant les autres maintient le système dans une instabilité permanente.

Le néolibéralisme étant plutôt le mode dominant aujourd'hui, l'apparition de la crise ne saurait démentir cette analyse.

## 3. Le capitalisme industriel

*Cet antagonisme n'est évidemment qu'apparent et la confusion est surtout entretenue par le fait que l'on prend souvent l'un pour l'autre, dans la conversation courante, également par le fait que l'on considère souvent le libéralisme comme la nouvelle expression du capitalisme, ce qui est n'est pas inexact mais mérite d'être expliqué.*

Le capitalisme est un concept systémique : Ce sont ses adversaires qui l'ont surtout théorisé. C'est un concept opportuniste, qui s'est adapté dans le temps à son environnement. Les circonstances ont fait qu'il s'est développé en tant que **capitalisme industriel** dans les conditions assez chaotiques de plusieurs guerres et de la crise systémique de 1929.

A la fin de la dernière guerre mondiale, le capitalisme industriel s'est trouvé dans un monde à reconstruire avec un potentiel de gains de productivité considérables. Il a accompagné le développement extraordinaire des sciences et des techniques entamé aux siècles précédents et tiré en avant par les guerres, puis par les besoins de la reconstruction. Le progrès technique s'est déployé dans un contexte keynésiano-fordiste<sup>2</sup> qui, en contre-partie, a exacerbé les tensions sociales et favorisé la création d'un rapport de force plutôt favorable à la classe ouvrière dans le cadre des grandes concentrations industrielles.

Bon gré, mal gré, un mouvement démarré après la grande crise de 1929 avec le « new deal » aux USA et diverses évolutions sociales en Europe s'est poursuivi pendant les « trente glorieuses », avec comme le rappellent Harribey et Plihon<sup>3</sup> un compromis plus ou moins forcé entre capital et travail. Ce compromis souvent lié aux luttes sociales a amené notamment en France le développement des conventions collectives, des services publics, le SMIC, l'échelle mobile des salaires, le statut de la fonction publique. Il a permis aussi l'avènement de nombreux droits sociaux et du travail sous la pression de la négociation et des conflits sociaux.

Cette période relativement faste pour le progrès social, même si elle fût loin de représenter l'aspect glorieux évoqué par son surnom a pris fin dans la décennie 70, lorsque une certaine saturation des marchés, le poids de la guerre du Vietnam sur l'économie étasunienne et le poids des politiques Keynésiennes conjoncturelles sur le partage des profits viendront casser la dynamique financière de profits et de la rentabilité des sociétés. Jusqu'à ce moment, cette dynamique au profit des actionnaires s'était maintenus longtemps au prix d'une inflation plus ou moins rampante autorisant le maintien d'un un taux de chômage faible par une activité boostée par une circulation monétaire conséquente.

## **4. Le libéralisme en sommeil**

L'idéologie libérale est bien antérieure à cette période sans être encore l'instrument de reconquête des profits des entreprises. Sous sa forme politique initiale, elle a même contribué au développement d'idées d'émancipation qui ont favorisé le mouvement social.

---

<sup>2</sup> Pour reprendre une expression de l'ouvrage collectif des économistes d'Attac : « Sortir de la crise globale » sous la direction de J M Harribey et D Plihon édité récemment aux éditions de la découverte

<sup>3</sup> ibid

*Le développement de la pensée libérale, comme conséquence des courants de pensée nés pendant le siècle des lumières a favorisé l'évolution d'un désir d'organisation de la vie en société donnant plus de liberté à chaque individu, et au XIXème siècle des penseurs libéraux comme Tocqueville, ayant constaté les dégâts déjà avérés sur le front social du capitalisme de combat développé aux USA, avaient évoqué la nécessité du développement de certaines formes de société civile. Dès la fin du XVIIIème siècle, Adam Smith et quelques autres comme Ricardo, en posant quelques bases d'une analyse économique rationnelle et libérale l'analysaient bien sous l'angle d'une organisation sociale ou la liberté individuelle concourrait à l'intérêt général, même s'ils ont ouvert des boîtes de Pandore que d'autres auraient sans doute ouvert à leur place, comme les théories sur le coût du travail qui, bien des années après ont abouti à faire du marché du travail un véritable marché mondial à la sauce AGCS mode 4<sup>4</sup>.*

L'idée s'est vite pervertie dans la démarche des économistes libéraux de l'après-guerre. Ceux, de l'école de Chicago comme de l'école de Vienne ont surtout retenu du concept de liberté la liberté de l'entrepreneur pour eux mise en cause par les pratiques keynésiennes et l'interventionnisme de l'état.

Dans les années d'après guerre, le keynésianisme étant triomphant, les tenants de ce qu'on appellera plus tard le néo libéralisme n'ont pas la cote. Ils travaillent cependant dans l'ombre notamment, à partir de 1947 dans le cadre de la « société du mont Pellerin », un think thank dans lequel on note la présence de Friedrich von Hayek de l'école de Chicago, mais aussi de Milton Friedman de l'école de Vienne et de Jacques Rueff, qui sera à partir de 1958 parmi les conseillers du Général de Gaulle<sup>5</sup>.

## **5. Le libéralisme au secours du capitalisme**

Dans les années 70, le monétarisme de Milton Friedman et l'ultralibéralisme de Friedrich Von Hayek viendront à point nommé relancer la machine capitaliste sur la route des profits.

L'acte fondateur de cette conversion du capitalisme à la philosophie néolibérale est sans doute le sabotage par les USA des accords de Bretton Woods, c'est à dire l'abandon de la convertibilité du dollar en or : Le FMI, organisme sous contrôle des états perd le contrôle des parités entre monnaies désormais soumises aux lois du marché et du coup libère les banques centrales de la tutelle étatique dans la création monétaire.

On assistera alors au décloisonnement des marchés financiers, à l'ouverture des frontières à la circulation des capitaux, à l'évolution des politiques des banques centrales qui, de plus en plus, s'intéressent à la protection de la monnaie et à la lutte contre l'inflation, dans le droit fil des thèses monétaristes et au détriment de l'emploi qui ne peut plus être relancé par des politiques appuyées sur la création monétaire.

L'application brutale de cette nouvelle politique par la banque fédérale étasunienne en 1979 avec une hausse massive des taux d'intérêt aura pour effet direct un « choc monétariste » avec un siphonage des liquidités mondiales vers les USA et pour effet indirect la mise en difficulté de la plupart des pays du tiers monde fortement endettés et étranglés par l'augmentation

---

<sup>4</sup> Rappelons que le mode 4 de l'accord général sur le commerce des services (AGCS), signé à l'OMC prévoit la libre circulation des services et des salariés qui les fournissent aux conditions du pays d'origine, rendant sans limites la pratique du dumping social.

<sup>5</sup> co-auteur avec Antoine Pinay d'un plan d'assainissement de l'économie Française qui consacra la naissance du « nouveau franc » s'accompagnant d'une dévaluation du franc de 17,5% dont les conséquences n'ont été perçues qu'un peu plus tard.

insoutenable des taux d'intérêt. Le FMI sera l'instrument utilisé pour soutenir leurs balances commerciales pendant des années, en contrepartie de leur alignement sur les préceptes de la nouvelle orientation néolibérale par l'application sans nuances du consensus de Washington, brisant ainsi les efforts de très nombreux pays du Sud à assumer et réussir leur propre développement.

Le néolibéralisme, au détour des années 80, deviendra ainsi le nouvel habit d'un capitalisme reniant, pour restaurer ses taux d'intérêts, les compromis économiques et sociaux qu'il avait un temps acceptés. On notera que l'évènement est aussi culturel : Les solidarités et la conscience de classe s'effacent devant un nouveau concept de la liberté individuelle : « parce que je le vaut bien » comme nous le répète à satiété une publicité emblématique, une évolution favorisée par la précarisation des emplois, la disparition des grandes concentrations industrielles, et une certaine intégration, pour ne pas dire une intégration certaine des responsables politiques et même parfois syndicaux aux thèses libérales.

La plupart des pays organisés en économie de marché se rallieront aux théories monétaristes et à leurs conséquences sur l'organisation économique, la libéralisation de la circulation des capitaux et le décloisonnement des marchés boursiers amèneront la généralisation de l'actionnariat<sup>6</sup>, c'est à dire de la dispersion du capital, mais aussi la re-concentration de ce capital dans des fonds communs et autres pôles financiers. Ce sera l'origine d'une autre forme de recherche de valorisation du capital sous des formes nettement plus spéculatives sans liens directs avec les capacités productives de l'entreprise, et des investissements financiers qui n'ont plus rien de productifs.

La mondialisation, en portant la concurrence dite libre à l'échelle de la planète et en incluant les marchés du travail et des services dans les objectifs libéralisés amènent le dumping social, la dévalorisation et la précarisation des emplois, la diminution du coût du travail, conformément aux prévisions de Smith et particulièrement de Ricardo qui expliquait deux siècles auparavant que l'extension illimitée du marché du travail devait amener à un coût du travail jusqu'à un minimum devant juste couvrir la survie et la reproduction du travailleur.

## 6. Le nouveau désordre du monde

Nous avons désormais, en simplifiant beaucoup bien entendu, une image du monde à trois niveaux :

- **Le niveau financier**, abritant la sphère financière, dans lequel les propriétaires vivent entre eux et négocient leurs titres, inventent des produits dérivés et des spéculations inédites, dans un casino permanent, prélevant dans la sphère réelle, par la part prélevée sur les plus values de l'entreprise, et au delà dans la biosphère par les matières premières et énergies non renouvelables utilisées par les entreprises les richesses et énergies nécessaires à la mise en oeuvre de leur activité financière. La part de ce prélèvement sur la vie retournée à l'investissement productif dans la sphère réelle est de plus en plus faible<sup>7</sup>

---

<sup>6</sup> Sans négliger l'effet des progrès techniques en matière de communication et d'informatique autorisant désormais une gestion rapide sans limites territoriales.

<sup>7</sup> Ibid. « sortir de la crise globale »

- **Le niveau des sociétés**, ce que l'on appelle en économie la « sphère réelle » où se crée la richesse mise à disposition pour les besoins des hommes, dont les buts et les résultats sont de plus en plus détournés vers la sphère financière.
- Enfin ce que nous appellerons **la biosphère**, en clair la planète et tous ses habitants interdépendants pour le maintien des possibilités de vie de tous à long terme.

*De plus en plus, les groupes financiers propriétaires et directeurs de l'économie ont pris l'habitude de considérer ce niveau planétaire, êtres humains compris, comme un simple réservoir de ressources dans lequel ils se sentent en droit de prélever à leur guise et dans les conditions qui leur conviennent.*

La crise financière, la crise sociale, la crise écologique, qui surgissent et se développent à ce moment de l'histoire humaine ne sont certes pas sans rapport les unes avec les autres et montrent les limites de ce système conçu au service de quelques-uns qui met l'avenir de tous en danger.

## 7. Derrière le décors

C'est un vieux truc d'illusionniste de placer bien en vue et de mettre en lumière objets, mouvements et apparences qui fixent l'attention et empêchent de remarquer les gestes essentiels qui réaliseront et consolideront l'illusion.

Lorsque l'illusion devient permanente et devient méthode de contrôle et d'influence au niveau de la planète, comme tendent à réaliser les forces financières, le réflexe entretenu par l'illusion devient tropisme et le comportement réflexe de l'illusionniste est devenu un réflexe culturel, d'où une société ou l'acteur et le spectateur finissent par vivre une réalité totalement déformée par le décors phantasmatique qu'ils ont contribué l'un et l'autre à constituer.

**Prenons-en quelques exemples :**

### 7.1. *La crise des subprimes*

Tout a été dit des mécanismes mais quid des acteurs primaires étasuniens mis en situation d'endettement permanent, depuis des années, qui ont fini par trouver naturel d'occuper deux emplois voire même plus simultanément pour payer leurs factures<sup>8</sup>. C'est tellement ancré dans les esprits qu'il est parfois délicat de discuter avec un étasunien moyen (qui le considère scandaleux) d'indemnisation du chômage ou même de congés payés.

L'illusion gagne désormais en Europe et en France où des situations identiques se multiplient dans les dossiers de surendettement. Peu de temps avant son élection, le président actuel considèrerait comme ringarde la propension des français à épargner plutôt que de s'endetter..

### 7.2. *Les paradis fiscaux*

Chacun sait désormais, la presse s'en est fait l'écho, que les paradis fiscaux sont des endroits sombres, opaques, où des milliards échappent au contrôle public et aux inspecteurs des impôts, mais il faut tirer un coup de chapeau aux illusionnistes qui les ont fait disparaître en quelques jours après la réunion du G20. On n'a pourtant que peu d'idées, dans le public, de ce qu'il peut s'y faire quand on sait que la moitié des flux monétaires mondiaux passent par eux.

<sup>8</sup> C'est devenu si naturel que certains feuillets importés présentent cette situation comme la norme dans la société étasunienne : médecin-gargotier, flic-agent de sécurité, etc...



En fait, l'essentiel du tour de passe-passe a consisté à nous présenter les paradis fiscaux, comme leur nom l'indique faussement, comme des zones hors contrôle des états sur le plan fiscal, un problème que les états eux-mêmes auraient pu facilement résoudre depuis longtemps avec un peu de volonté politique, alors que ce n'est plus depuis longtemps leur activité principale : Ils sont les plus grands pourvoyeurs au monde d'espaces financiers hors régulation où se déroulent l'essentiel des transactions et spéculations de gré à gré de la planète, avec les conséquences que l'on sait.

S'ils ont disparu des listes de l'OCDE, il est toujours aussi facile d'en trouver un qui vous propose ses services, à Jersey, Hong Kong, aux Bahamas ou dans le Delaware en deux clics sur internet.

### **7.3. Le lobbying**

Dans l'esprit de beaucoup, c'est synonyme de corruption et l'on confond l'une avec l'autre. Pourtant, le lobbying, l'action d'exercer une influence sur un décideur politique n'est pas toujours de la corruption ... même si corrompre est souvent le moyen le plus rapide d'influencer.

Le lobbying n'existe pas en droit en Europe : il est né dans le vide juridique le plus complet. Pourtant, il emploie à Bruxelles 15 à 20 000 personnes dans 2800 à 3000 officines mercenaires utilisées par les entreprises grandes ou petites tant il est vrai qu'il est désormais difficile de faire des affaires en Europe si l'on n'a pas ses entrées à la Commission ou au parlement.

Sur le net, les sociétés de lobbying ne proposent plus seulement de l'influence ou des carnets d'adresse : elles proposent aussi de l'intelligence économique, un autre mot pour espionnage industriel ou administratif et la commission européenne elle-même inclut des lobbyistes dans ses groupes de travail en tant qu'experts. Les responsables politiques pantouflent sans problème dans le lobbying et les lobbyistes se font élire ou sont cooptés dans les cabinets ministériels.

## **8. La couverture néolibérale**

On aura compris que le capitalisme de papa est bien mort, mais que c'est pour mieux renaître sous une forme qui lui permet d'étendre son influence sur la planète entière par delà l'autorité des états.

Cette nouvelle forme est celle du néolibéralisme, qui a permis un développement considérable de la puissance financière en la rendant parfaitement anonyme c'est à dire indispensable, puisqu'elle contrôle l'essentiel de l'activité de la planète, et parfaitement irresponsable puisque on ne peut l'identifier formellement à un individu ou un groupe d'individu, chaque actif financier qui la compose étant indéfiniment déplaçable, négociable, et transformable.

Cette faculté est conforme à l'objectif libéral dans sa plus grande pureté, autrement dit la liberté individuelle, et bien entendu inapplicable à l'essentiel de l'humanité qui ne possède, si peu que ce soit, aucun des instruments financiers lui permettant de peser par lui-même sur son destin.

Ainsi la société développée sous couvert néo-libéral s'est-elle développée sur la base de rapports de force, tout comme la société capitaliste classique, mais de rapports de force qui n'ont ni la même stabilité, ni les mêmes objectifs, et laissent totalement hors du jeu le citoyen lambda simple pion dans le jeu que l'on sacrifie sans cesse au profit maximum, sans même qu'il puisse riposter, faute de cible antagoniste identifiable.

Il y a quelques années, on prévoyait et craignait la dictature des entreprises multinationales, étendant leurs unités de gestion et de production sur toute la planète et c'est évidemment toujours vrai dans la sphère réelle, mais... Dans la réalité les oligarchies financières qui contrôlent les banques, les paradis fiscaux et la circulation financière dans son ensemble sont autrement encore dangereuses. Elles ont de plus sous contrôle la quasi totalité des gouvernements (par le lobbying comme par l'endettement).

## **9. C'est par où la sortie ?**

Attac, et bien d'autres d'ailleurs, font des propositions et lèvent des revendications pour sortir de ce système absurde et mortifère pour la planète. A court, moyen ou long terme elles sont toutes pertinentes et urgentes, pour faire redémarrer l'emploi, pour prendre des mesures réellement écologiques, pour épargner l'énergie et trouver des alternatives au gaspillage des ressources naturelles en voie de disparition, pour réduire les inégalités et améliorer ou rétablir la démocratie, bien d'autres encore oubliées ici.

**Ce qui paraît certain, c'est que la première condition pour que cela devienne possible, au delà d'une mobilisation citoyenne bien nécessaire, c'est la reprise du contrôle public sur les banques et sur la monnaie, et le renvoi du néolibéralisme aux vieilles lunes des idéologies dangereuses qui mettent en danger la planète.**